

# CLIC

## Maroc

EN VEDETTE



**Campagne  
Justice  
Économique**

Page 2

**Oxfam International  
Pauvreté, lutte  
contre les violences  
et climat**

Page 4

**AMAPPE :  
Une entente est  
signée:  
Le PACTE  
AMAPPE**

Page 10

Numéro 6, Volume 1, Décembre 2009

### Et si on parlait de nous...

Cette sixième édition du Clic-Maroc marque la renaissance du journal afin de réaffirmer le désir d'Oxfam d'être au cœur du développement, en cette 36ème année d'engagement.

L'équipe d'Oxfam-Québec a profité des derniers mois pour réfléchir à ses actions passées et pour se positionner pour ses actions futures. La remise en question étant le propre d'une organisation apprenante, Oxfam-Québec se veut plus que jamais en mesure d'acquérir des expériences auprès de ses partenaires, de savoir mieux faire et de développer des façons innovantes afin d'ultimement transmettre aussi ces expériences. En ces temps difficiles économiquement, savoir se réinventer et s'adapter aux changements est crucial pour une organisation qui souhaite poursuivre son appui, qu'elle que soit la forme que celui-ci prendra.



C'est ainsi que l'équipe d'Oxfam-Québec misera sur l'appui technique auprès de partenaires qui en ont fait la demande et pour des mandats de durée déterminée. Le travail fait répondra à des besoins spécifiques,

toujours dans une perspective globale, visant l'amélioration des conditions de vie, de travail et de respect des droits humains les plus fondamentaux. Parmi la population, les femmes demeurent toujours au centre de nos efforts et le travail pour l'atteinte de l'égalité est encore considérable.

Nos défis, aussi particuliers et précis soient-ils, s'inscrivent donc toujours dans un effort collectif soutenu qui cherche à assurer un développement non seulement économique et quantitatif, mais un développement qui place les personnes au cœur de ses préoccupations.

Un développement à visage humain.

Ensemble, continuons d'œuvrer dans le sens de nos valeurs !



### Sommaire

- **Collaboration des OXFAM sur le terrain** 2
- **Oxfam international** 5
- **Espace Intermon** 6
- **Actualité** 8
- **Les réalisations de nos partenaires** 10
- **En vrac** 13

# La collaboration des OXFAM sur le terrain

## Campagne Justice économique

**L**a campagne de Justice économique suit son cours et les Oxfam présents, soit Intermón Oxfam, Oxfam Novib et Oxfam Québec au Maroc continuent d'unir leurs forces. Suite à des concertations et des études de terrain qui avaient eu lieu lors d'un blitz en novembre 2008, les Oxfam s'étaient entendus pour se concentrer sur la région de Larache. En effet, cette région représente une grande partie de l'ensemble de la production agricole du pays, en plus de compter de nombreuses problématiques contre lesquelles les Oxfam souhaitent lutter, difficultés touchant d'ailleurs une majorité de femmes.

La représentation d'Oxfam international tenait à se joindre, dans le cadre de ce programme, à un groupe de travail local œuvrant pour une plus grande justice économique et composé d'acteurs de la société civile.

Au fil des mois, ce groupe s'est constitué sous le nom de *l'Unité de défense des droits économiques et sociaux dans l'agriculture* et compte de nombreuses associations membres. Les activités prévues viseront dans un premier temps à obtenir un plus grand nombre d'inscription des travailleurs de l'industrie de la fraise à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, la CNSS, mais espèrent aussi susciter une meilleure couverture sociale générale des travailleuses et travailleurs agricoles du Maroc.

Au terme de nombreux ateliers participatifs, l'Unité a notamment réfléchi aux activités précises à entreprendre, veillé à l'intégration de l'approche Genre et développement dans ses projets, élaboré une stratégie de communication et arrêté de nombreux choix concernant la structure même de l'organisation.

### Lancement de la campagne

C'est donc le 11 juillet dernier qu'a eu lieu, à Larache même et en présence de nombreuses instances gouvernementales et institutionnelles, le lancement de la Campagne de Justice Economique, appuyée par une représentation d'Oxfam International pour une première fois sur le territoire africain. Pour l'occasion, on a pu aussi y entendre des témoignages bouleversants livrés par des femmes travailleuses des champs de fraises.



# La collaboration des OXFAM sur le terrain

## Développement agricole au Maroc, une préoccupation gouvernementale

En 2008, le Gouvernement marocain a présenté sa nouvelle stratégie de développement agricole, Le Plan Vert, dont l'objectif, à atteindre en 2015, est la réduction de la pauvreté. Deux piliers soutiennent ce plan agricole gouvernemental: le Pilier I vise une croissance ciblée autour de filières compétitives à haute valeur ajoutée et à haute productivité. Le gouvernement prône un plan de développement accéléré de ces filières; des projets d'agrégation ainsi que la mise en place de «l'Offre Investisseur Maroc». Le Pilier II quant à lui sert d'accompagnement solidaire à la petite agriculture; le gouvernement compte en effet reconverter cette petite agriculture en filières mieux adaptées et plus attractives. Pour cela il faut faire des investissements sociaux, cibler des bailleurs de fonds et mettre en place «l'Offre Sociale Maroc».



L'Équipe de Justice Économique a pris la décision de centrer ses efforts principalement sur le Pilier I du Plan Vert, et a donc choisi les travailleurs agricoles comme groupe cible pour son Programme de Justice Économique. Quant au Pilier II, l'Unité considère qu'il y a suffisamment d'opportunités de travail dans la petite agriculture et préfère ne pas éparpiller ses efforts sur deux groupes cibles et plutôt maximiser l'impact de ces actions. Néanmoins, dans la mesure où les travailleurs agricoles de la région de Larache sont pour la plupart des paysans qui quittent leurs terres pour travailler comme salariés dans de grandes exploitations, et dans la mesure où ces travailleurs et ces familles sont aussi souvent de petits agriculteurs, Oxfam, de façon indirecte interviendra aussi dans le cadre du Pilier II.

Oxfam International, via les Oxfam présents au Maroc, promeut pour sa part une approche ascendante (bottom-up) pour encadrer les Campagnes et les Programmes, c'est-à-dire qu'on souhaite s'assurer de la pertinence des programmes en se basant sur des initiatives qui proviennent du «terrain».

Pour le groupe de travail de justice économique d'OI, il est important toutefois que la série d'actions à venir soit toujours adéquate et qu'elle corresponde aux besoins et au contexte du pays. C'est donc en analysant les résultats d'études et de nombreuses recherches de terrain que des actions pertinentes et appropriées ont été identifiées par les Oxfam.

La travail de l'Équipe a porté fruit et le processus est maintenant bien enclenché.

Les prochains pas pour l'Équipe: continuer les formations diverses, que ce soit en plaidoyer ou sur le genre afin de diversifier les connaissances des membres et de bientôt lancer la campagne de communication.

Crédits photos: Xavier Cervera

# Unis

contre la pauvreté

# La collaboration des OXFAM sur le terrain

## Table Nationale des Oxfam

**T**rois Oxfam sont présents au Maroc, Oxfam Novib (ON), Oxfam Québec (OQ) et Intermon Oxfam (IO). Bien que des efforts de coordination aient déjà été faits auparavant (OQ et IO ont partagé des locaux, IO gère l'axe JE d'ON) ce n'est qu'en novembre 2007, à l'occasion du démarrage du travail d'identification de la campagne JE d'OI au Maroc, que cette volonté s'est exprimée clairement par les trois affiliés.

Après des mois de travail, l'espace de coordination créé par les trois affiliés a été constitué par le Regional Strategy Team (RST) du Middle East and Maghreb Regional Strategic Team (MEMAG) en Table Nationale.

### PROJET KIC-VFG MAROC

C'est afin de partager et de diffuser leurs savoir-faire en matière d'actions et de pratiques associatives de lutte contre les violences fondées sur le genre que sept associations marocaines engagées dans le domaine du plaidoyer pour les droits humains des femmes, associées à trois ONG affiliées d'Oxfam International ont mis en œuvre le projet KIC -Violences Fondées sur le Genre. Ce projet vise concrètement la documentation et l'accumulation des pratiques des organisations marocaines partenaires relativement aux trois thèmes suivants :

- La conscientisation dans les établissements scolaires primaires et secondaires.
- La conscientisation des corps de métiers, en particulier ceux qui sont en rapport avec les cellules d'accompagnement des femmes victimes de violences (juges, procureurs, policiers et médecins).
- Le renforcement des structures et le changement des mentalités des femmes victimes de violences à travers les services offerts.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la promotion des connaissances et des savoir-faire des organisations civiles de promotion des droits humains chez les femmes. En plus des échanges d'expérience promus entre partenaires, les produits tangibles de cette initiative novatrice se déclinent en publication électronique de fiches pratiques produites

sur le portail KIC d'Oxfam International (<https://www.oxfamkic.org>) ainsi qu'en une publication imprimée publiée en décembre 2008 et largement diffusée.

Ainsi, cette expérience plurielle a permis d'identifier, d'analyser, de comptabiliser et de documenter 19 pratiques de lutte contre les violences fondées sur le genre (VFG) au Maroc, pratiques à partager à d'autres acteurs de la société civile et aux instances gouvernementales.

Ce projet constituant une expérience inédite au Maroc contribue, dans une perspective à moyen terme, à l'amélioration des connaissances, des Oxfam comme des partenaires, des thématiques clés pour le changement des mentalités en matière de lutte aux violences liées au genre.

Enfin, cette expérience va au-delà d'une simple documentation et accumulation des pratiques des organisations partenaires et d'amélioration de leurs connaissances. Elle vise ultimement à apporter des changements concrets dans la vie des femmes victimes de violences et à renforcer leurs capacités. C'est à travers l'empowerment visible des femmes et le constat de plus de leadership chez elles que nous jugerons de l'amélioration de nos pratiques de lutte contre les violences liées au genre, notamment lors d'un séminaire qui a tout juste eu lieu les 18 et 19 décembre.

La conférence de Poznań en 2008, organisée sous l'égide des Nations Unies, avait pour objectif de poursuivre la mise en œuvre de la convention cadre des Nations Unies et du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques. Les différentes rencontres ont réuni près de 10 000 participants venant de 170 pays différents. Et maintenant vient tout juste de se terminer, à Copenhague, la suite des conférences sur le climat.

De l'avis d'Oxfam International, les pourparlers sur le climat doivent marquer un tournant dans les négociations internationales et passer du stade de l'analyse et des échanges de points de vue à une négociation à part entière. Pour le bien de tous et celui de la planète, il n'y a plus de temps à perdre. L'effort mondial nécessaire pour réduire les émissions et aider les populations les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter à ces changements inévitables doit se fonder sur des indicateurs objectifs reflétant la part de responsabilité que détiennent les pays à l'origine de la crise, et sur leur aptitude à les affronter.

C'est d'ailleurs le pari que ce sont donné les scientifiques qui présentent le résultat de leurs études afin de démontrer aux responsables politiques l'urgence d'agir.

En effet, augmentation des inondations et des sécheresses, élévation du niveau des mers, évolution des précipitations et baisse du rendement des cultures sont quelques-uns des problèmes qui frappent les populations pauvres du monde en développement.

Mais le pire est à venir, à moins qu'une nouvelle donne politique,

audacieuse et mondiale, ne vienne lutter contre le changement climatique et renvoyer la pauvreté aux livres d'histoire.

Aujourd'hui, le changement climatique est la menace principale du développement humain. Pour beaucoup, c'est déjà une question de vie ou de mort. À titre d'exem-

**«Aujourd'hui, le changement climatique est la menace numéro un du développement humain».**



ple, à ce niveau de réchauffement, 1,8 milliard de personnes pourraient être touchées par une pénurie d'eau suite à une disparition progressive des nappes d'eau douce. Si les émissions ne sont pas réduites et que les températures continuent d'augmenter, le monde devra s'attendre à des conséquences désastreuses et oublier toute perspective de victoire sur la pauvreté.

Pour les générations futures, et pour des millions de déshérités, il faut qu'aujourd'hui on mette fin à l'emballlement du changement climatique, créant ainsi, et pour tous, les conditions d'un développement à faible taux d'émission de carbone. L'inaction ou le manque d'ambition auront pour corollaire une augmentation des risques, et ce sont les plus pauvres qui en subiront d'abord les conséquences.

Il est pourtant possible de réduire les émissions et de restreindre ces risques potentiellement catastrophiques. Il est grand temps d'agir.

Un accord est-il possible ? Le défi est clair. Mais les gouvernements de la planète vont-ils le relever ? Cela repose sur la volonté politique, la coopération internationale et la confiance dans le système multilatéral.

Aujourd'hui, certains pays riches comme l'Allemagne et le Royaume-Uni sont enfin sur la bonne voie pour respecter leurs engagements de Kyoto, tandis que d'autres, tels l'Espagne, l'Italie et le Canada sont encore loin du compte.

Heureusement, dans un contraste saisissant par rapport à la politique américaine actuelle, le président Barack Obama a exprimé son soutien à des mesures immédiates pour que les États-Unis réduisent leurs émissions de 80 % d'ici 2050. Si, de la même manière, tous les pays riches peuvent renouveler leur engagement et démontrer une volonté d'agir dans le court terme, un changement pourrait s'entrevoir.

Climat, pauvreté et justice. Adapté d'un do-

Unis  
contre la pauvreté

# Espace

Intermon Oxfam



## Mouvement DES TIERS

**B**ien que le domaine politique soit celui qui présente les plus grandes résistances face à l'inclusion des femmes dans la prise de décisions, un petit pas a été franchi lors des dernières années.

- En 2002, le taux de participation des femmes est passé de 0,66 % à 10,77% grâce aux mécanismes de la liste nationale «place réservée».

- En 2007, le maintien du statu-quo au niveau du parlement nous mène à 10,6% de présence des femmes dans les instances législatives.

Et la nomination de sept femmes ministres au gouvernement actuel, dont cinq d'entre elles à plein titre pour la première fois au Maroc.

Cependant, il convient de sou-

ligner la lenteur de l'évolution quant aux candidatures féminines mais également l'écart qui ne cesse de se creuser entre l'accroissement de la demande féminine d'accès aux mandats électifs et les résultats obtenus par les femmes candidates aux élections communales.

Seule une stratégie volontariste et concertée visant à la fois l'élargissement volontaire des opportunités d'accès des femmes aux mandats électifs locaux, en plus de l'instauration de mesures d'actions affirmatives dans le code électoral peuvent mener à une amélioration significative et durable de la représentation des femmes au sein des conseils communaux, préfectoraux, provinciaux et régionaux.

A ce propos le Mouvement des tiers rappelle l'engagement gouvernemental en matière du renforcement de la représentation des femmes au sein des conseils élus. Il souligne aussi son intention de faire de la promotion des droits des femmes, de l'approche genre et de l'éga-

lité des chances une priorité, et ce en favorisant le taux de représentativité des femmes dans les instances élues. Cet engagement se fera notamment par l'adoption de mesures temporaires (quotas- discrimination positive) pour assurer l'accès des femmes aux instances élues.

Le Mouvement des tiers est convaincu que les élues locales et les élus locaux peuvent, dans leur domaine de compétence et en coopération avec l'ensemble des acteurs locaux, entreprendre des actions concrètes en faveur de l'égalité des femmes et des hommes.

En effet, la question de la représentation équitable des hommes et des femmes doit être traitée dans sa globalité, et les amendements doivent porter sur le processus électoral dans son ensemble, depuis l'établissement et la révision des listes électorales générales jusqu'aux dispositions relatives à la proclamation des résultats.



## FEMMES

L'association Ennakhil pour la Femme et l'Enfant de Marrakech (AEFE) travaille conjointement avec l'appui technique et financier d'Intermon Oxfam au projet de Mouvement pour les 1/3.

Un mouvement formé par différentes organisations féminines qui oeuvrent toutes pour la participation politique des femmes et qui a centré ses efforts des derniers mois à l'amélioration de la participation des femmes lors des élections communales de 2009.

L'objectif est de contribuer au respect des droits politiques des femmes marocaines, autant au niveau national, en général, qu'au niveau de la région de Marrakech-Tensift-Haouz (MTH) plus en particulier.

Mené en deux étapes, le projet a mené une action de plaidoyer régional visant les responsables politiques afin de réussir à présenter les femmes en nombre intéressant.

La première étape, qui s'est étalée jusqu'à la fin de juin 2009, a consisté en la préparation d'études, à la constitution d'un plan de plaidoyer, d'une stratégie médiatique régionale, à la conception et à la mise en place d'une stratégie de communication, et enfin en lobbying auprès des responsables politiques de la région MTH.

En collaboration avec l'Ambassade Danoise, une sélection de trente femmes qui seront candidates aux élections communales a été faite, et on assurera leur formation complète et leur entière mobilisation.



## L'équipe d'Intermon s'agrandit!

Des nouveaux visages viennent s'ajouter à l'équipe d'Intermon Oxfam déjà en place au Maroc!

**Erika Guzman-Soulé**, nouvelle responsable du Programme de Justice Economique

**Elsa Febles**, Technicienne de projet pour le Programme Justice Economique

**Abdeljalil Laroussi**, Technicien en Plaidoyer

**Salima Ahmedou**, nouvelle Technicienne de projet pour le Programme Droits des Femmes

Nous accueillons aussi **Susana Vazquez**, en mission technique d'appui à l'équipe Droits des Femmes de novembre 2009 à janvier 2010



**Bienvenue dans la famille Oxfam!**

Intermon Oxfam et Oxfam-Québec tiennent également à souligner le départ de **Laura Couderc** d'Oxfam Novib, initiatrice de la Table Nationale MEMAG.  
Bonne continuation!

### Commerce équitable: La porte s'ouvre



Près de 1,2 milliard de personnes vit avec moins d'un dollar par jour.  
Plus d'un milliard de personnes n'a pas accès à l'eau potable.  
Un adulte sur cinq est analphabète.

Changez la face du monde est une initiative de deux étudiants québécois qui ont décidé de mettre leur passion commune, l'informatique, au service d'un monde plus juste et sans pauvreté.

**L'objectif :** réunir 140 000 personnes engagées pour former une immense mosaïque virtuelle qui témoigne de leur solidarité.

L'argent recueilli grâce à cette initiative sera acheminé vers différents projets de développement durable d'Oxfam-Québec et de sa division jeunesse, le CLUB 2/3, en privilégiant des projets visant l'accès aux services publics (éducation, santé, eau et assainissement). Nous croyons que la solidarité entre les citoyens du monde permet de bâtir un monde plus juste et sans pauvreté. Ensemble, nous avons le pouvoir de faire bouger les choses.

Est-ce le monde dans lequel vous voulez vivre ? Non ?  
Alors, changez la face du monde !  
<https://www.changezlafacedumonde.org/>

## Un Noël solidaire

**L**a période des fêtes se veut un moment de réjouissances, de partage et de bonheur de se retrouver en famille. Certes tous ne célèbrent pas Noël, il n'empêche que de veiller à ce que nos célébrations et notre tradition d'offrande de cadeau se montre respectueuse de l'environnement et qu'elle encourage le développement durable et l'économie solidaire contribue à faire de nous des citoyens du monde responsables.

Oxfam-Québec, grâce à l'initiative Sans emballage, offre la possibilité de faire plaisir à ses proches tout en respectant des valeurs de solidarité. Offrir un cadeau symbolique Sans emballage, c'est aussi nourrir une famille, envoyer un enfant à l'école ou soustraire une femme à un climat de violence.

Cette période des fêtes s'avère en plus un moment pertinent pour amorcer une réflexion et sensibiliser nos enfants à notre société de consommation et au gaspillage auquel nous collaborons trop souvent malgré nous.

Pensez à offrir Sans emballage:  
<http://oxfam.qc.ca/fr/sansemballage>

Choisissez un cadeau



## Bilan de la programmation 2004 2009

Oxfam-Québec, ainsi que ses partenaires, appuie les efforts des femmes à occuper leur place, que ce soit par plus de leadership, une plus grande participation à la prise de décisions, un meilleur accès à des moyens de subsistance durables, dans la société où elles évoluent.

Dans cet esprit, nous tenons à chaque année à souligner la journée du 10 octobre, journée proclamée journée Nationale de la Femme Marocaine par le roi en 2008.

Cette date commémore le discours historique de Sa Majesté le Roi prononcé le 10 octobre 2003 devant le parlement annonçant le nouveau Code de la Famille, la Moudawana. Par la réforme de ce code, le roi s'engageait à faire du respect des droits des femmes un point central de sa gouvernance.

Oxfam-Québec salue ces initiatives qui s'inscrivent dans les avancées significatives du Maroc pour le respect et la promotion des droits humains pour tous, hommes et femmes, sans discrimination.

Cette journée deviendra donc assurément l'occasion d'évaluer, à chaque année, les acquis des femmes mais surtout de poursuivre la réflexion pour une application juste et effective du code dans un esprit d'égalité réelle entre les sexes.

Par ailleurs, à l'occasion de la conférence de Copenhague et vue la place grandissante que tient l'environnement dans tous les débats concernant le développement durable, les membres de l'équipe d'Oxfam-Québec au Maroc se sont interrogés sur la trace environnementale qu'eux-même laisseront sur le territoire marocain et souhaitent développer une stratégie leur permettant de diminuer leur impact négatif sur l'environnement.

Et la tâche n'est pas si simple, étant donné le manque d'infrastructures au pays visant à récupérer les déchets recyclables, de même que les alternatives de transports non polluantes, par exemple. Oxfam-Québec tâchera de faire preuve d'imagination et présentera ses efforts au prochain numéro.

C'est une initiative à suivre, donc!

## E Fonds FDD

En début d'automne, les Fonds de développement durable qu'Oxfam transmet à ses partenaires ont été précisés. Ainsi, les projets FDD soumis par la Ligue Démocratique pour les Droits de la femme (maintenant FLDDF) et par le Réseau marocain d'économie sociale et solidaire (REMESS) ont été validés et reçus et les fonds ont ensuite été distribués.

Par ailleurs, Oxfam Québec au Maroc se veut surtout engagé comme un partenaire actif et à visage humain et continue donc d'offrir un appui technique à d'autres partenaires afin de partager les connaissances et compétences de ses ressources humaines, tout en permettant à ces derniers de s'enrichir aussi des expériences des acteurs du milieu associatif marocain.



# Unis

contre la pauvreté



## REMESS

Réseau Marocain d'économie sociale et solidaire

sensibilisation qui pourront à leur tour diffuser ces valeurs dans leurs associations.

Au début de l'année 2010 le REMESS veut constituer quatre pôles territoriaux dans quatre régions distinctes, pôles qui seront dotés d'une charte d'engagement afin d'émettre des balises claires.

Ceci permettra au REMESS et à ses vingt-huit associations membres d'avoir un impact plus direct et donnera également la possibilité à l'économie sociale et solidaire de se développer en tant qu'alternative véritable à la pauvreté.

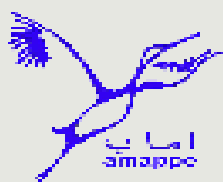
**L**e REMESS, qui compte maintenant pas moins de vingt-huit associations membres, se consacre depuis des mois à l'élaboration d'ateliers de sensibilisation aux valeurs et aux principes de l'économie sociale et solidaire.

Et le travail a porté ses fruits. En effet, le 12 décembre prochain aura lieu à Boulemane le premier de trois séminaires de sensibilisation auquel participeront non seulement des membres du Réseau, mais aussi des présidents d'associations diverses en lien avec le domaine de l'économie sociale et solidaire, de même que des élus et des décideurs de la politique locale.

Par ce séminaire, le REMESS souhaite vulgariser et harmoniser le langage de l'économie sociale et solidaire et former des agents de

## PACTE AMAPPE

CE



L'association AMAPPE a sollicité la famille Oxfam, depuis 2007, pour l'appuyer dans sa dynamique de changement organisationnel.

Premier résultat de cette démarche: L'AMAPPE a validé, lors de son Assemblée Générale de la mi-février 2009, tout son processus de changement organisationnel construit en 2008.

Le changement portait essentiellement sur le développement des structures territoriales et directionnelles grâce au renforcement des capacités des équipes. Cela permet d'ailleurs à l'association de consolider ses assises sur le territoire marocain tout en acquérant et en développant de nouveaux outils et méthodes. L'AMAPPE et la famille Oxfam ont signé une entente

de multi-partenariat prolongé pour assurer les bases de ces changements.

Les Oxfam avaient ainsi prévu un appui technique et financier de dix-huit mois, étalé sur trois périodes de six mois. Chacune des étapes était précédée d'une évaluation sur l'atteinte des changements voulus et sur l'appropriation des nouveaux outils et méthodes. Nous en sommes en ce moment à la mise en œuvre de la dernière des trois périodes. Le 14 novembre dernier avait lieu une séance d'information afin de partager l'impact réel des changements initiés par le PACTE AMAPPE, et ce devant les membres du CA et des représentants d'Oxfam International, d'Oxfam Québec et d'Intermón Oxfam.



# Les réalisations de nos partenaires

Oxfam-Québec

## Le travail de l'IPDF auprès des femmes



Il y a bientôt un an maintenant, l'Initiative pour la Protection des Droits des Femmes (IPDF) ouvrait un centre original et fort ambitieux pour venir en aide aux femmes victimes de violence de la région de Fès, centre d'ailleurs inauguré par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.



C'est ainsi que naissait le Centre multifonctionnel Batha pour l'autonomisation des femmes. Avec courage et détermination, toute l'équipe a ensuite et rapidement affronté la dure réalité; en effet, le centre s'est vite vu submergé

par les demandes d'aide de toutes sortes et a été, en quelque sorte, victime de son succès. De nombreuses femmes ont souhaité participer aux activités diverses offertes par l'équipe du centre Batha afin de se sortir d'une situation de violence et accomplir une insertion sociale réussie.

Que ce soit en interne ou en externe, le centre accueille principalement des femmes victimes de violences ainsi que des mères célibataires et assure une aide sur plusieurs fronts puisqu'il s'inscrit dans l'approche globale. Les services offerts vont de la simple écoute de première ligne fait par des travailleuses sociales formées spécialement, à la formation professionnelle, en passant par l'accompagnement juridique et psycho-social.

L'IPDF n'oublie pas non plus sa mission de sensibilisation à travers toutes ces fonctions, et s'efforce de poursuivre des activités de communication ou même de plaider dans le but de changer les mentalités en faveur d'une meilleure reconnaissance des droits humains chez les femmes. De plus, tous les services offerts exigent une formation continue de la part des intervenantes et intervenants qui participent régulièrement à des ateliers sur des thématiques liées aux problèmes auxquels elles et ils doivent faire face.

Ainsi, après bientôt une année d'activité, si le projet était ambitieux, le pari a été tenu et le centre, malgré les embûches quotidiennes, s'améliore de jour en jour et continue d'offrir une aide bien nécessaire pour ces femmes de la région de Fès.



## Centre multifonctionnel Batha pour l'autonomisation des femmes

Le Centre multifonctionnel Batha s'apprête à célébrer en grand un événement qui revêt une signification toute particulière, en cette fin de première année de fonctionnement effectif. En effet, après être entrées au centre dans des conditions difficiles, les premières femmes à avoir bénéficié des services en interne sont passées d'un état de détresse à un état de confiance en soi acquis impressionnant, au prix bien sûr d'efforts et de réflexions intenses qui ont duré des mois. Un véritable exemple d'empowerment réussi.

Et elles ont raison d'être fières d'elles. Non seulement se sont-elles sorties d'un climat violent, parfois allant même à l'encontre des pressions sociales et familiales, mais en plus ont-elles réussi une formation professionnelle de pointe. Rien de moins!

La première cohorte de la formation en pâtisserie en est à terminer un programme d'études complet et a passé avec succès un examen confirmant les compétences des femmes. Les voilà donc parfaitement aptes à intégrer le marché du travail. Parce que l'étape ultime pour elles est maintenant de retourner dans le monde « réel » et d'assurer leur subsistance et celle de leurs enfants grâce à un travail digne.

Et c'est par la solidarité qu'elles y arriveront. Ces femmes constitueront ensemble une coopérative de pâtisserie qui vise pour débiter à fournir le marché des traiteurs en pâtisserie et mets fins marocains.

Dans les prochains jours se tiendra donc une soirée de remise de diplômes, moment de grande fierté pour ces femmes, en plus du lancement de leur coopérative. Il ne leur reste plus qu'à trouver un local où produire les commandes. Oxfam-Québec sera fier d'être présent à ces événements pour honorer ces femmes pleines de courage.

Suivez leurs activités sur le groupe Facebook : [Centre multifonctionnel Batha pour l'autonomisation des femmes](#)  
Devenez membre, appuyez-les!

Unis  
contre la pauvreté

## Les réalisations de nos partenaires

### Réseau-LDDF-INJAD

#### Des formations à venir



Un atelier de trois jours sera organisé à Beni Mellal en ce mois-ci de décembre, par le Réseau LDDF-INJAD sur le thème de l'approche Genre et développement.

Des assistantes sociales, vingt-cinq écoutantes et des responsables diverses travaillant dans le Réseau à travers tout le Maroc participeront à l'activité de formation. L'objectif est de les voir toutes, par la suite, devenir formatrices dans le domaine afin de répandre ces connaissances en genre.

Le Réseau LDDF -INJAD contre la violence du genre a en effet reçu un financement pour son projet «formation de formatrice» à travers les fonds de développement durable provenant d'Oxfam Québec. Cet atelier de formation s'inscrit précisément dans ce projet dont la finalité est d'accroître les capacités des centres d'écoute en matière de formation continue et de distribution des services offerts. Cette activité fait ainsi partie d'une série de trois ateliers de formation à venir et qui se destinent aux écoutantes et assistantes sociales du Réseau LDDF-INJAD, celles-ci étant les professionnelles de première ligne dans la lutte aux violences fondées sur le genre. Les ateliers porteront sur l'approche Genre et développement mais aussi sur des sujets tels que les communications et la confiance en soi (appelée aussi empowerment) ou encore sur le plaidoyer et la négociation.

Afin de mener à bien ce projet, le Réseau LDDF-INJAD vient de recruter des formatrices et formateurs pour chacun des thèmes de leurs ateliers et s'affaire en ce moment aux préparatifs de toute la logistique des ateliers ainsi qu'à la conception des modules de formation.

### FLDDF

#### Une toute nouvelle fédération

Depuis juillet dernier, et suite à une décision unanime, la LDDF s'est transformée en fédération, soit la Fédération de la Ligue Démocratique pour les Droits des Femmes. Afin de respecter les particularités et l'autonomie des différentes structures constituantes, il s'avérait plus pratique de décliner ces structures en associations distinctes qui elles se regroupent sous le chapeau d'une fédération. Cela devrait aussi assurer un meilleur respect des besoins de chacune des associations, leur permettant en plus de participer de la manière la plus efficace qui soit, celle qui correspond à leurs spécificités respectives.

Le travail de la FLDDF, sur les front politiques et légaux, afin de non seulement changer les lois mais les faire mieux appliquer, correspond aux principes de l'approche droit qui vise à influencer les mentalités en faisant des activités telles que le plaidoyer et le lobbying, notamment.

Après avoir organisé des débats auxquels les instances gouvernementales étaient conviées sans toujours se présenter, et suite aux efforts déployés par les membres de l'association pour soulever le problème des lois favorables aux femmes mais confrontées dans l'application à une pensée machiste dominante, la FLDDF a lancé un document de travail appelé la «plate-forme citoyenneté responsable en faveur des droits des femme».

Dans cette plate-forme se retrouvent des revendications précises, au nombre de seize, et regroupées sous trois thèmes, soit la lutte pour les droits fondamentaux de la femme, la lutte contre la pauvreté et le chômage féminins et, finalement, un meilleur accès aux services sociaux. Oxfam-Québec appuie donc la FLDDF dans son désir de faire progresser le respects des droits humains auprès des femmes au Maroc, via le Fond d'aide de Développement Durable.



En vrac

Oxfam-Québec

## Oxfam-Québec sur la toile!

facebook

Oxfam-Québec est toujours présent et actif sur Facebook !

En vous joignant à notre groupe, vous serez tenus au courant des initiatives, événements et campagnes menés par Oxfam-Québec, mais surtout, vous pourrez entrer en contact avec nous et de nombreuses personnes qui partagent une même passion pour le développement international et la solidarité envers les peuples du monde.

Soyez des nôtres et venez nous rejoindre sur [facebook.com](https://www.facebook.com)

### Départ de coopérants

L'équipe d'Oxfam-Québec tient à saluer pour leurs loyaux et précieux services:

**Sabine MICHAUD**, Conseillère en matière de violences basées sur le genre, partie en septembre 2009, après avoir travaillé avec nous durant 2 ans

**Patricia DINARD**, Conseillère en commercialisation qui a oeuvré pendant près de 3 ans avec l'équipe d'Oxfam et qui a terminé son mandat en octobre

Par ailleurs, **Martin SAINT-AMAND**, représentant du bureau régional Maghreb, est depuis la mi-novembre affecté au bureau d'Oxfam-Québec Palestine afin d'assurer une remise-reprise.

C'est donc **Karine FRISOU-DUGAS**, Conseillère en développement et en gestion qui assure l'intérim de la direction. Souhaitons-lui bon succès dans ses nouvelles tâches.

### Arrivée de coopérants

L'équipe d'Oxfam-Québec tient aussi à souligner l'arrivée de deux nouvelles coopérantes:

**Julie SURPRENANT**, **Conseillère en communication, a commencé ses nouvelles fonctions le 1er septembre dernier**

**Pascaline LAUZE-MALOUIN** **quant à elle assure les fonctions de Conseillère en économie sociale et solidaire depuis le 14 octobre**



## Contactez-nous!

AU SIEGE:

2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200  
Montréal, (Québec), H3J 2Y2,  
Canada  
Tél/Fax : 514 937-1614

Sociétés affiliées :

- Commerce Équitable Oxfam-Québec (EQUITA)
- CLUB 2/3

Oxfam-Québec est un organisme canadien de coopération et de solidarité internationales à but non lucratif, non partisan et non confessionnel.

[www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca)

AU MAROC:

6A, rue Essouhoul, Aviation, Rabat

Tel: (212) 537 63 12 /82/86  
Fax:(212) 537 63 05 89  
courriel: [oxfamqc@oxfam.ma](mailto:oxfamqc@oxfam.ma)

# Unis

contre la pauvreté